



IHEDATE

Qui gouverne les territoires en Europe

La crise de l'Etat italien et ses dimensions territoriales

Tommaso Vitale

Sciences Po

Centre d'études européennes

« Cities are back in town » program

tommaso.vitale@sciences-po.fr

Le rapport Etat – territoires en Italie.

Du conflits dissuasifs à la gouvernance multi niveaux?

- Un Etat délabré?
- Les reves des année 1992-3
- La deuxième République
- Caractères du Berlusconisme
- Le conflit Etat-Régions
- Le gouvernement Monti
- Les défis
- Perspectives sur la régulation des territoires

Les problèmes de longue durée

Une basse recette fiscale et une forte tendance à la fraude

Faible autonomie de la politique des groupes d'intérêt (y compris la criminalité organisée)

Fort dualisme territorial Nord-Sud

Une justice civile pas efficiente

Corruption

Faible quantité de titulaires d'un diplôme universitaire dans le Nord

Haut taux de chômage des jeunes

Basse natalité

Faible protection des personnes dépendantes

Forts déséquilibres dans les charges de soin

Les rêves qu'on a fait dans le passage à la deuxième République (1992-1993)

Renforcer l'administration publique

Renforcer les synergies entre société civile et administration

Discipliner les partis politiques

Territorialiser pour 1) intégrer, 2) moderniser et 3) profiter des potentiels de développement

Grande réforme: l.81/1993

La soi-disante deuxième République

Faible autonomie de l'administration publique

Difficulté à distinguer entre administration publique
et partis politiques

Fort control politique sur les *utilities* et sur les entreprises
publiques

Rôle majeur des exécutifs

Un certain niveau de « cartellisation » de la part des partis
Régionalisation (et caractère monocratique des
“Governatori”)

Pas des “bottom up”: experimentation sans innovation

L'échec du Berlusconiisme

Le durcissement des maux traditionnels du système productif
italien

Incapacité de défendre le *Made in Italy* entrepreneurial

Pas de coordination et complémentarité avec les BRICS

Faible rôle dans la Méditerranée

Image et crédibilité de l'Italie à l'extérieur

Forte hausse de la dette publique

Surtout, un fort conflit Etat-Régions:

pas de coordination partisane;

forte augmentation de la conflictualité dans la Conférence
Etat-Régions (paralyse)

Derrière le conflit Etat-Régions

Une incapacité de médiation et de représentation des intérêts
territoires à niveau national (crise des « chaines verticales »)

Une crise de la forme « parti personnel »

Une grande confusion + pouvoirs discrétionnaires dans la
décentralisation des contrats de travail et de la Protection
Sociale

Une basse efficacité des reformes participatives des politiques
publiques à niveau local

Variété + compétitivité

Une basse efficacité du contrôle et de l'autorité verticale

Une basse efficacité d'une coordination économique
uniquement locale des entreprises

Une crise des rapports Etat-territoires

Le gouvernement Monti

Une technocratie très politique (aucun nouveau personnage)

La thematisation de la question « Mezzogiorno »

Forte « recentralisation » nationale et fin du débat sur le fédéralisme (risques de sécession?)

IMU

Récession économique

Les défis de *recomposition* de l'Etat Italien

Une analyse partagée : reformer 1) la protection sociale et 2) le marché du travail

... mais...

Les conflits centre-périphérie et leur effets dissuasifs ne sont pas considérés

Régulation des territoires

Le fort conflit centre-périphérie paralyse les capacités de reproduction des PME autant que les problèmes de *political economy* les plus visibles

Régulation concertée de l'économie à niveau national et territorial (sans coordination entre les deux niveaux)

Un **conflit dissuasif** : les Régions demandent, l'Etat réduit la régulation *via* incitations; il y a des expérimentations sans innovations

Les perspectives

- Non seulement régulation *via* incitations, mais aussi régulation *des* incitations

Rôle crucial des Régions et des villes dans la performance économique italienne

Vers une coopération centre-périphérie dans la mise en œuvre (implémentation) des reformes

La « *Concertazione* » :

le conflit centre-périphérie concerne *aussi* la façon dans laquelle les acteurs collectifs rentrent dans la régulation du rapport entre Etat et territoires

On connaît bien les critiques...

Les Régions et les territoires n'ont pas

1) une capacité administrative et

2) une autonomie du politique suffisantes ...

...pour coopérer à la modernisation du Pays

... mais sans leur participation rien ne arrive

Un Parlement fédéral?

Forte coupure Etat - territoires

Actuellement, le point n'est pas la définition de pouvoir
clairs pour chaque niveau de gouvernement

(Au moins, pas seulement et pas vraiment)

Mais la vraie question est la possibilité de coopération
entre Etat central et territoires pour aborder les
problèmes,

et cela avec un ordre précis de priorités

Pas une formule magique, mais en tout cas un mécanisme
fondamental de blocage